

## L'apartheid israélien et le mythe de l'état juif démocratique

### Description

Par Marwan Bishara, le 8 février 2022

*La stratégie d'Israël qui consiste à lancer des accusations d'antisémitisme contre ceux qui le traitent d'apartheid est vouée à l'échec.*



Amnesty International a publié son rapport sur l'apartheid israélien contre les Palestiniens le 1<sup>er</sup> février 2022 [Reuters/Mussa Qawasma]

La semaine dernière, Amnesty International à Londres a rejoint Human Rights Watch à New York et B'Tselem à Jérusalem en appelant apartheid le système abusif et inhumain de domination d'Israël sur les Palestiniens, qui équivaut à un crime contre l'humanité.

Comme on pouvait s'y attendre, Israël et ses soutiens ont condamné ce rapport comme « diffamatoire » et « antisémitique », et ont rejeté ses conclusions détaillées et bien documentées comme des distorsions tendancieuses. Et, comme pour les deux rapports de B'Tselem et de Human Rights Watch, il semble qu'aucun des critiques ne se soit donné le mal de lire les 280 pages produites par Amnesty, et encore moins de plaider contre les solides arguments qu'ils contiennent.

Ce triplé de documentation israélienne, américaine et britannique avait été une percée extrêmement importante pour les droits fondamentaux des Palestiniens en termes de calendrier, de précision, de portée, de légalité, de globalité, d'audace et de ramifications.

En réalité, le calendrier n'aurait pas pu être plus critique. Ces organisations de défense des droits de l'homme ont révélé l'état d'apartheid d'Israël alors que davantage de régimes arabes ont intégré, que des gouvernements européens ont rassuré, et que les dirigeants palestiniens d'acquiescement s'y sont soumis, intrigant sans vergogne contre leurs semblables palestiniens dont ils troquent les droits contre des autorisations de voyage pour ses acolytes.

Ce n'est évidemment pas la première fois que l'apartheid a été évoqué internationalement. Nombre d'Israéliens, Britanniques, Américains et autres dirigeants étrangers ont mis Israël en garde contre le fait de saper la solution deux États en imposant un double régime juridique qui constitue « sans doute » un régime d'apartheid dans les territoires palestiniens occupés en 1967.

Mais Amnesty, Human Rights Watch et Bâ??Tselem ont Ã©largi le champ au-delÃ de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza et pour la premiÃ¨re fois, ont portÃ© lâ??affaire contre le rÃ©gime dâ??apartheid israÃ©lien imposÃ© Ã tous les Palestiniens du Jourdain Ã la MÃ©diterranÃ©e.

Au lieu de regarder les Palestiniens comme des communautÃ©s sÃ©parÃ©es vivant des situations diffÃ©rentes, comme le Rapport National sur les Pratiques des Droits de lâ??Homme du DÃ©partement dâ??Ã©tat amÃ©ricain le fait pour brouiller les cartes, les trois organisations informent sur la totalitÃ© de la politique israÃ©lienne et ses implications sur tous les Palestiniens.

En dâ??autres termes, le problÃ¨me va bien plus loin que lâ??occupation de 1967 jusquâ??Ã la dÃ©possession des Palestiniens par les IsraÃ©liens en 1948. Et ainsi, je pense, doit avancer la solution.

Lâ??organisation israÃ©lienne Bâ??Tselem est apparue comme le porte-flambeau qui a inspirÃ© et encouragÃ© ses homologues amÃ©ricain et britannique Ã suivre le mÃªme chemin. Le titre de son rapport sâ??avÃ©rera Ãªtre un vÃ©ritable changement dans la faÃ§on dont le monde voit le sionisme israÃ©lien : Ã« Un rÃ©gime de suprÃ©matie juive du Jourdain Ã la MÃ©diterranÃ©e : Câ??est lâ??apartheid. Ã»

Dans lâ??esprit venimeux habituel du gouvernement Bennett, le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res Yair Lapid a dÃ©clarÃ© quâ??Amnesty nâ??est pas une organisation de dÃ©fense des droits de lâ??homme, mais une entitÃ© radicale qui sâ??appuie sur des groupes Ã« terroristes Ã» pour son information, et il a dit que Ã« si IsraÃ©l nâ??Ã©tait pas un Ã©tat juif, personne Ã Amnesty nâ??oserait se prononcer contre lui Ã».

HÃ©las, le contraire est vrai.

Câ??est terriblement risquÃ©, pour Bâ??Tselem, Amnesty et Human Rights Watch, de parler avec tant dâ??audace et dâ??arguments contre la suprÃ©matie juive institutionnalisÃ©e dâ??IsraÃ©l Ã un moment oÃ¹ IsraÃ©l ne fait preuve dâ??aucune retenue dans lâ??utilisation cynique et omniprÃ©sente dâ??accusations dâ??antisÃ©mitisme pour condamner, intimider et mÃªme dÃ©truire ses critiques occidentaux.

Inutile de le prÃ©ciser, ces rapports ne sâ??appuient pas sur des groupes Ã« terroristes Ã», mais sur des organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits de lâ??homme internationalement reconnues et fiables, que ce cynique gouvernement israÃ©lien a qualifiÃ©es de Ã« terroristes Ã» Ã la consternation de la communautÃ© internationale des droits de lâ??homme. En rÃ©alitÃ©, ces associations ont Ã©tÃ© les premiÃ¨res Ã dÃ©noncer lâ??apartheid israÃ©lien en Palestine historique.

Pour rÃ©pondre aux condamnations officielles israÃ©liennes et amÃ©ricaines de ces rapports, certains ont dÃ©clarÃ© que peut-Ãªtre quâ??utiliser des Ã« labels polÃ©miques Ã», tels que apartheid, entrave plutÃ´t que cela nâ??aide la cause palestinienne.

Mais Amnesty nâ??a pas utilisÃ© une expression telle que, disons, Ã« le grand Satan Ã», que TÃ©hÃ©ran a utilisÃ©e pour parler de lâ??AmÃ©rique, ou Ã« lâ??axe du mal Ã» que Washington a utilisÃ©e pour parler de lâ??Iran.

---

Elle a aussi évité les pièges consistant à dresser des analogies, s'abstenant de faire reposer son dossier sur une comparaison entre l'apartheid israélien et celui d'Afrique du Sud.

Au contraire, elle a assiduellement utilisé le mot « apartheid » en tant que terme juridique international qui remonte à 1965 et est inscrit dans la Convention Internationale sur l'élimination de la Discrimination Raciale, que les États Unis et Israël ont signé aux côtés de plus de 170 autres États.

Pour Amnesty, l'apartheid n'est pas une étiquette politique ; c'est la conclusion juridique de sa propre analyse exhaustive de la preuve contre le système israélien institutionnalisant l'oppression et de domination sur les Palestiniens, qui les a privés depuis des décennies de leurs droits économiques et sociaux.

Comme l'a expliqué Paul O'Brien, directeur d'Amnesty USA, son organisation est d'accord avec l'administration Biden pour dire que « Israéliens et Palestiniens devraient bénéficier de mesures égales de liberté, de sécurité, de prospérité et de démocratie » et il affirme que « Pour y parvenir, le système d'oppression qui existe actuellement doit être démantelé. Comment y parvenir sans l'appeler pour ce qu'il est. Apartheid. »

Malheureusement, les gouvernements États-Unien et européens ont ainsi grandement manqué de clairvoyance politique et du courage moral d'appeler un chat un chat, et encore moins d'agir contre l'apartheid israélien dans la Palestine historique, comme ils l'avaient fait contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Cela a pris presque quatre décennies pour que le Congrès américain promulgue la Loi Globale Anti-Apartheid en 1986 et, même alors, le président Ronald Reagan a tergiversé dans sa mise en œuvre après que son veto ait été renversé. Cependant, une fois totalement projeté, la pression américaine et plus largement occidentale a été décisive dans le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud au début des années 1990.

Malheureusement, le moment sud africain d'Israël est peut-être encore lointain, alors qu'il renforce son apartheid au lieu de le démanteler. Mais pour paraphraser un tristement célèbre dirigeant israélien, le pessimisme est un luxe que les Palestiniens ne peuvent s'offrir.

Du bon côté des choses, l'arrogance d'Israël étouffe la sympathie de l'Occident et éloigne les alliés traditionnels, dont de nombreux membres de la communauté juive américaine, de même que sa colonisation persistante et sa persécution dans les terres palestiniennes rendent la solution deux États favorite des occidentaux obsolète.

Avec un nombre presque égal de Palestiniens et d'Israéliens vivant côte à côte, la société israélienne devra finalement s'occuper de la question de la décolonisation et de l'égalité dans cette réalité d'État et l'Occident devra prendre position pour mettre fin à l'impunité d'Israël.

« L'Intifada de l'Unité » du printemps dernier, soulèvement des jeunes Palestiniens des deux côtés de la Ligne Verte, qui a surmonté la fragmentation géographique et politique pour démasquer l'erreur de l'État juif et démocratique et réclamer la fin de la

suprématie juive israélienne, est un aper su de ce qui va advenir.

Alors que la bataille de lâ??opinion publique occidentale fait rage, les organisations internationales des droits de lâ??homme peuvent très bien faire pencher la balance en faveur de la justice en Palestine. Israël est peut-être une formidable puissance militaire et économique, mais il est en train de perdre sa légitimité internationale et y arrive rapidement.

**Marwan Bishara**, *analyste politique chevronné Al Jazeera, est un auteur qui écrit intensivement sur la politique mondiale et qui est largement reconnu comme une autorité de premier plan sur la politique étrangère américaine, le Moyen Orient et les affaires stratégiques internationales. Il était auparavant professeur de Relations internationales   lâ??Université Américaine de Paris.*

Source : [AlJazeera](#)

Traduction J. Ch. pour lâ??Agence média Palestine

### Tags

1. apartheid
2. Etat juif
3. juif
4. mensonge
5. mythe
6. stratégie

**date créée**

2022/02/11